



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation à La Réunion

Question au Gouvernement n° 432

Texte de la question

SITUATION À LA RÉUNION

Mme la présidente . La parole est à Mme Émeline K/Bidi.

Mme Émeline K/Bidi . Jeudi dernier, La Réunion a subi le passage du cyclone tropical intense Garance. Je veux d'abord adresser mes condoléances et mes pensées aux proches des cinq personnes qui ont perdu la vie à cause de cette tempête. *(Les députés ainsi que Mme Amélie de Montchalin et M. Manuel Valls, ministres, se lèvent et applaudissent. - Les autres membres du gouvernement se lèvent également.)*

Les dégâts matériels sont également considérables, particulièrement dans le nord et l'est de l'île : des toits arrachés, des habitations inondées, les voies et réseaux détruits, emportés par les vents violents et les pluies torrentielles.

L'ouest et le sud de l'île, relativement épargnés lors du passage de Garance, sont néanmoins très affectés par les conséquences postcycloniques : de nombreuses familles et des entreprises restent à cette heure privées d'eau et d'électricité, sans information sur les délais de réparation des réseaux.

De plus en plus nombreux, ces phénomènes violents n'ont pas épargné La Réunion ces dernières années : Fakir, Batsirai, Belal, Garance. À chaque fois, les mêmes destructions, le même désarroi frappent les familles, les entrepreneurs, les agriculteurs. À peine se remettent-ils d'un événement qu'il faut déjà affronter le suivant : certaines habitations n'avaient pas encore été réparées depuis Belal, lorsque Garance a frappé La Réunion. À chaque fois la mobilisation est totale pour reconstruire, déblayer, réparer. Je tiens donc à saluer le travail difficile de toutes les forces de secours, des pompiers, des gendarmes, ainsi que celui des agents d'EDF, qu'elles viennent de La Réunion ou aient été envoyées en renfort.

Néanmoins, nous pourrions et nous devons être moins dépendants de l'Hexagone pour affronter ces cyclones violents qui s'abattent sur nous chaque année. Les phénomènes n'ayant plus rien d'exceptionnel, nos moyens doivent être pérennisés. Pour reconstruire les voiries et les réseaux, réparer les écoles, entretenir les ravines, rebâtir des logements sociaux, nos collectivités ont besoin du soutien de l'État. À l'heure des coupes budgétaires, permettez-moi d'être inquiète.

Pour ne prendre qu'un exemple, avant le passage du cyclone Garance, l'État envisageait de baisser sa participation au financement des parcours emploi compétence, quelque 5 000 emplois s'en trouvant menacés. Or, aujourd'hui, les titulaires de ces mêmes contrats PEC nettoient, déblaient et réparent. Monsieur le ministre des outre-mer, que comptez-vous annoncer lors de votre passage à La Réunion ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes SOC et EcoS.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre des outre-mer.

M. Manuel Valls, *ministre d'État, ministre des outre-mer* . Au nom du gouvernement, je veux à mon tour exprimer nos condoléances et apporter notre soutien aux familles des victimes ainsi qu'à l'ensemble des Réunionnaises et des Réunionnais, qui ont fait preuve une nouvelle fois d'une très grande résilience et d'un très grand courage. Vous l'avez souligné, vous êtes malheureusement habitués à ce type d'événements naturels – peut-on vraiment s'habituer à cela ? je ne le crois pas – et les Réunionnais étaient préparés. Je tiens en tout cas à saluer leur admirable force collective.

Vous avez également rappelé – je vous en remercie – que les services de l'État ont été mobilisés sous l'impulsion du ministre de la défense et du ministre de l'intérieur. Le travail se poursuit sur le terrain – je pense évidemment à l'engagement des agents d'EDF.

Dès jeudi, je me rendrai à La Réunion pour être aux côtés de la population, des élus locaux et des équipes de secours. Nous ferons un état des lieux précis des actions prioritaires pour soutenir les habitants sinistrés de l'île et permettre la reconstruction économique, notamment dans le secteur agricole, que vous avez évoqué.

La procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est enclenchée ; elle devrait aboutir, en urgence, dès cette semaine. Le travail de la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et du préfet ont déjà commencé, en vue de faire reconnaître la calamité agricole. Sur ce point aussi, nous serons au rendez-vous. Tous les ministres et moi-même nous mobilisons pour répondre au mieux aux attentes des Réunionnais. Vous pouvez compter sur notre engagement !

Données clés

Auteur : [Mme Émeline K/Bidi](#)

Circonscription : Réunion (4^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 432

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mars 2025